

ETUDE DE «RÉALISE» À GENÈVE

Les entreprises d'insertion sont rentables

Paola Ciocia
Christophe Dunand

Une réinsertion professionnelle réussie grâce à des entreprises du marché du travail protégé représente pour la main publique un apport quantifiable. C'est ce que montre une étude de l'entreprise d'insertion «Réalise» à Genève. A côté de l'aspect financier, des effets sociaux non directement chiffrables constituent aussi des retombées positives.

Les entreprises d'insertion par des activités économiques (EIAE) représentent un mode d'action développé dans de nombreux pays¹ et existent en Suisse romande depuis les années 80.² Elles s'adressent principalement aux personnes peu ou pas qualifiées, ou confrontées à des difficultés sociales, sanitaires ou d'intégration. La vente de leurs produits et services sur le marché contribue à leur autofinancement et assure des conditions de travail proches des entreprises traditionnelles. Pour «Réalise» (voir encadré), en 2007, le chiffre d'affaires représentait CHF 2 300 000.–, correspondant à 53% de ses frais de fonctionnement.

EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE

Ces mesures actives d'insertion suscitent des interrogations sur leur efficacité économique: les montants investis par la collectivité et les efforts d'autofinancement des entreprises d'insertion ont-ils des résultats, notamment économiques? Actuellement, les études restent rares en Suisse et la spécificité des entreprises d'insertion, dans le dispositif global de lutte contre le chômage, est mal définie. Leur capacité à montrer concrètement leur efficacité, leurs limites et l'influence de la conjoncture sur ces dernières est un enjeu important.

Nous avons tenté de définir une méthode d'analyse pertinente de l'efficacité économique et de modéliser les effets non écono-

Réalise

Réalise est une entreprise d'insertion au statut associatif, créée à Genève en 1984. Elle permet à des personnes sans emploi peu ou pas qualifiées de reprendre pied dans la vie active à travers un stage de remise au travail par des activités économiques dans ses différents ateliers, ainsi qu'un important programme de formation. Elle propose 89 places de stage de 18 mois au maximum, dans les domaines suivants: recyclage et vente de matériel informatique, recyclage de téléphones portables, mailing et mise sous pli, conditionnement, transports et déménagements, maintenance et conciergerie, restauration, traitement du linge, jardinage et environnement. Réalise accueille tous les statuts administratifs: mesures actives LACI, mesures cantonales, aide sociale, AI. Outre leur dimension formatrice, les activités de production permettent à l'association d'autofinancer la moitié de ses charges grâce au chiffre d'affaires généré. Réalise est certifiée ISO 9001-2000 et eduQua. www.realise.ch

miques d'un stage d'insertion à Réalise. Notre étude³ montre qu'en 2007 (année de référence de notre étude), les bénéficiaires pour la collectivité étaient supérieurs aux coûts, sans compter les effets positifs non économiques pour la société. La méthodologie se fonde sur deux études françaises

de 2002 et de 2004.⁴ L'impact économique est calculé à partir de l'analyse comptable des coûts et des gains pour la collectivité liés à la réinsertion professionnelle...

Les coûts se composent de tous les financements publics reçus. Pour évaluer les recettes, nous avons considéré les contributions directes (impôts, taxes et charges sociales patronales) payées par Réalise, les économies générées par le retour en l'emploi de 41 stagiaires (sur 167 sorties de stage), ainsi que l'impact fiscal total suite à leur réinsertion professionnelle.

Les 41 stagiaires réinsérés en 2007 auraient coûté CHF 1 971 281.– à la collectivité s'ils étaient restés au chômage, soit en moyenne CHF 4007.– par mois et par stagiaire. Notre étude fait apparaître un gain financier annuel de CHF 1 062 303.– pour la collectivité en 2007, sans compter les autres effets positifs des stages d'insertion.

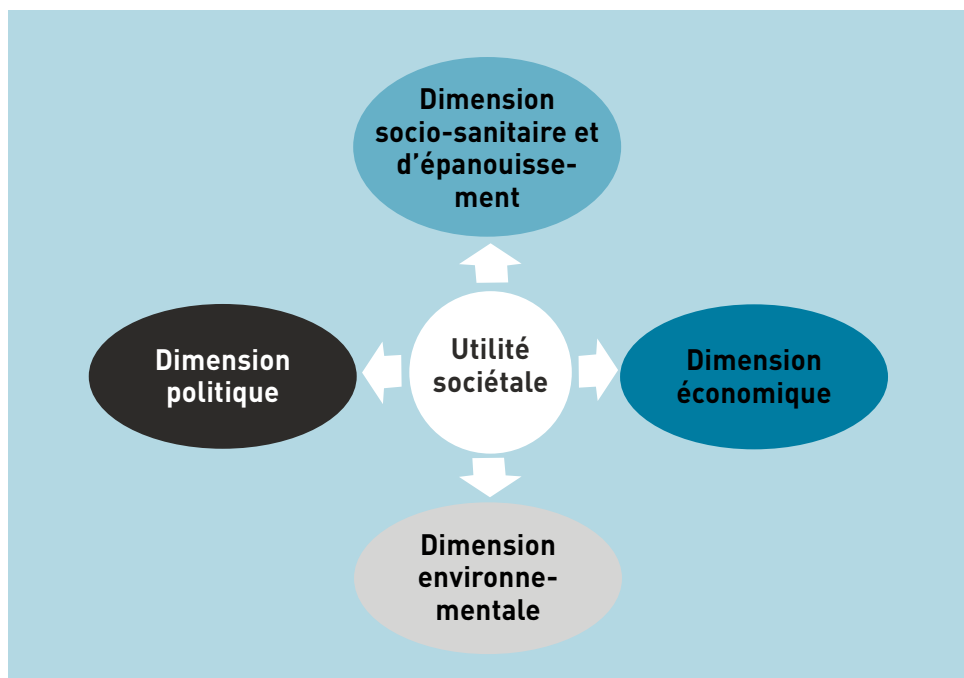
LES QUATRE DIMENSIONS DE L'UTILITÉ SOCIÉTALE

Les EIAE créent des richesses économiques et de l'utilité sociétale. Elles «contribuent à la réduction des inégalités économiques et sociales, à la solidarité et à la sociabilité, et à l'amélioration des conditions collectives du développement humain durable dont font partie l'éducation, la santé, la culture, l'environnement et la démocratie»⁵. Un stage qui débouche sur un emploi contri-

bue au bien-être et à la santé de la personne et de son entourage.

Les EIAE contribuent à diminuer les coûts indirects du chômage et de l'exclusion. Elles jouent un rôle palliatif en ce qui concerne la perte de capital humain, l'obsolescence des compétences professionnelles, les troubles de santé et leurs effets familiaux ainsi que la détérioration de la cohésion sociale. A partir du cas de Réalise et d'études portant sur l'utilité sociale, nous avons identifié quatre dimensions clés.

- **Dimension politique:** Réalise joue un rôle d'éveil de la conscience et de mobilisation citoyenne des personnes en difficulté face à l'emploi. Elle crée de l'utilité sociale, notamment, en renforçant l'esprit critique et la participation au débat public, en raffermissant les pratiques démocratiques et l'exercice de la citoyenneté, en contribuant à l'amélioration des politiques publiques et en représentant et en défendant les intérêts des personnes exclues.
- **Dimension économique:** Réalise est actrice de l'économie marchande: en créant richesses et services elle contribue au dynamisme économique du canton et favorise indirectement la progression du taux d'activité.
- **Dimension socio-sanitaire et d'épanouissement:** les stages proposés par Réalise favorisent notamment l'acquisition de compétences professionnelles, la



production de capital social, le développement de l'autonomie, la reconstruction de l'estime de soi, la resocialisation des personnes par le travail en équipe, l'amélioration de l'état général de santé et la stabilisation de la situation familiale.

- **Dimension environnementale:** engagée de longue date en faveur du développement durable, Réalise sensibilise ses stagiaires aux bonnes pratiques écologiques en entreprise et dans la vie quotidienne.

NÉCESSITÉ DE RECHERCHES SUPPLÉMENTAIRES

Notre recherche montre qu'au-delà d'un certain taux de retour à l'emploi, l'économie directe pour la collectivité dépasse les dépenses de développement des prestations d'insertion par des activités économiques. Toutefois, le taux d'insertion dépend plus de la situation du marché de l'emploi que de la qualité des prestations. Ainsi, il serait dangereux d'utiliser une approche uniquement économique pour attribuer les financements publics aux entreprises d'insertion.

Pour compléter cette approche économique, nous avons proposé un modèle d'analyse distinguant quatre catégories d'effets sociétaux positifs, sans avoir pu étudier de méthodes spécifiques de mesure. Cette première étude devrait être

complétée dans trois directions: améliorer les méthodes d'analyse, comparer différentes EIAE pour vérifier la pertinence des données comptables utilisées et enfin valoriser les effets non économiques, malgré la difficulté de leur mesure.

Dans une période où le chômage augmente à nouveau, il faudrait aussi poser la question à l'envers: quels sont les coûts sociétaux induits par la marginalisation des personnes inactives? L'évaluation micro-économique des mesures d'insertion en Suisse n'en n'est qu'à ses premiers pas.

¹ Nyssens, M. (éd). (2006). *Social Enterprise at the crossroads of Market, Public Policies and Civil Society*. London and New York: Routledge.

² Dunand, C., Du Pasquier A. (2006). *Travailler pour s'insérer. Des réponses actives face au chômage et à l'exclusion: les entreprises d'insertion*. Genève: ies éditions.

³ Document intégral disponible sur www.realise.ch

⁴ Cf. a) Cabinet Opus 3. (2007). *Etude d'impact de l'insertion par l'activité économique en Aquitaine, en 2004*, Paris: Cabinet Opus 3. b) Avise et CNIAE (2004). *Etat des lieux de l'insertion par l'activité économique dans les Pays de la Loire*. Paris: Avise.

⁵ Cf. Gadrey, J. (2004). *L'utilité sociale des organisations de l'économie sociale et solidaire: une mise en perspective sur la base de travaux récents*. Paris: Rapport de recherche pour la DIES et la MIRE, p. 121.

Paola Ciocia est économiste, chargée de recherche. Adresse: rue de Lyon 61bis, 1203 Genève, ciocia@bluewin.ch

Christophe Dunand est directeur de Réalise et chargé de cours aux Hes-SO.

Adresse: 8, rue Viguet 1227 les Acacias, christophe.dunand@realise.ch

Etude: www.edudoc.ch/record/32452

Traduction partielle: Ruth Amos